



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'Environnement,
De l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
Établissement exploité par la société BMI Production France SAS
sur la commune de Terres-de-Haute-Charente

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

Vu les actes préfectoraux des 27 juin 2003, 25 avril 2005, 16 avril 2010 et 3 juin 2013 relatifs à l'exploitation des installations de la société BMI Production France pour son usine de Terres-de-Haute-Charente ;

Vu le courrier de l'exploitant du 10 décembre 2007 concernant l'étanchéité du bassin n° 2 d'une capacité de 3500 m³, constitué d'argiles considérées comme peu perméables ;

Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours du 4 janvier 2019 portant sur la défense incendie du site et précisant la nécessité de disposer d'une ressource en eau de 1620 m³ pour cette défense incendie ;

Vu le rapport du 29 août 2025 de l'APAVE relatif aux investigations environnementales menées sur les sols dans les zones de transit et stockage de déchets (secteur Ouest du site) ;

Vu l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) du 5 novembre 2025 de plusieurs exutoires de rejets atmosphériques ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite du site le 28 novembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté, par courriel du 28 novembre 2025, à la connaissance de la société BMI Production France ;

Vu le retour de l'exploitant en date du 11 décembre 2025 à l'issue de la procédure contradictoire ;

Considérant que, lors de l'inspection du 7 novembre 2025, plusieurs constats ont été relevés quant à la conformité incendie et à la prévention des pollutions (confinement des eaux d'extinction d'incendie) ;

Considérant que, au regard de ces constats et des moyens mis en œuvre par l'exploitant pour répondre aux exigences attendues, il est nécessaire d'encadrer ces dispositions pour garantir leur caractère pérenne ;

Considérant que les caractéristiques du bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie sont précisées par la société BMI dans le courrier de décembre 2007 susvisé (bassin dont le fond de forme est constitué par de l'argile peu perméable) et que l'exploitant précise dans ce courrier que « les argiles en place assurent naturellement une étanchéité du sous-sol suffisante pour écarter tout risque de contamination ou d'infiltration non maîtrisée d'éléments polluants dans les terrains sous-jacents. À la

vue de ces éléments, il est proposé de laisser cette barrière naturelle en place et ne pas réaliser de sur-étanchéification du fond du bassin » ;

Considérant que le maintien de l'étanchéité dans le temps du bassin de confinement des eaux d'extinction n'a pas été démontrée ni attestée par la société BMI par rapport à des critères définis et quantifiés ;

Considérant que, de ce fait, il apparaît nécessaire de prescrire à l'exploitant de démontrer le caractère étanche de la couche argileuse de l'ensemble des bassins et des ouvrages valorisés pour le confinement des eaux d'extinction (et non pas seulement du bassin visé dans le courrier de 2007 susvisé) ;

Considérant que les débits de rejets atmosphériques réels et mesurés en sorties d'émissaires, bien qu'inférieurs à ceux prescrits par l'arrêté d'autorisation du site, permettent une bonne dispersion des polluants rejetés et que, compte tenu de l'absence d'impact sanitaire démontrée par l'EQRS susvisée, les débits de rejets nominaux prescrits par l'arrêté préfectoral complémentaire de juin 2013 susvisé peuvent être révisés pour tenir compte de la réalité de ces rejets ;

Considérant que, bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, et afin de préserver ces intérêts, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires visant, notamment, à garantir la maîtrise du risque incendie sur le site, la prévention des pollutions du milieu naturel (gestion des eaux d'extinction d'incendie) ainsi que les débits de rejets atmosphériques d'exutoires de l'établissement ;

Considérant que, au regard de la surface du site et de la mise en place des équipements pour la défense incendie, il est nécessaire que le site dispose d'un plan de défense incendie ;

Considérant, par ailleurs, la présence de déchets entreposés sur la partie Ouest du site et les résultats des investigations environnementales menées sur la zone, consignés dans le rapport de l'APAVE du 29 août 2025 susvisé qui n'ont pas révélé de contaminations des sols ;

Considérant, toutefois, que l'APAVE préconise de réaliser des analyses de la qualité des eaux et des sédiments du ruisseau Le Son situé en contrebas du massif de déchets, pour suivre l'impact éventuel de cette zone de stockage de déchets ;

Considérant qu'il apparaît nécessaire de prescrire à l'exploitant de telles recommandations de suivi de la qualité de l'eau et des sédiments du ruisseau Le Son ;

Considérant que l'étude de dangers de 2006 du site n'intègre pas les scénarios accidentels toxiques et de surpression liés à l'utilisation, au stockage et au dépotage d'ammoniaque et que, à cet effet, il convient de prescrire à l'exploitant la réalisation d'un complément à son étude de dangers pour démontrer l'acceptabilité du risque et, le cas échéant, de mettre en œuvre les barrières de sécurité nécessaires ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation de l'installation, avec les dispositions d'encadrement proposées par l'inspection, doivent permettre de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

ARRÊTE

Article 1 – Titulaire de l'autorisation

La société BMI Production France, dénommée « l'exploitant » dans la suite de cet arrêté, autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement au 29, rue du Huit Mai 1945, 16270 Terres-de-Haute-Charente, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Besoin en eau pour la défense incendie du site

Les dispositions de l'article 6.4.3 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2010 sont complétées comme suit.

« Les besoins en eau pour assurer la défense contre un incendie susceptible de survenir au sein de l'établissement doivent être *a minima* de 1620 m³.

Pour répondre à ces besoins en matière de défense incendie, l'exploitant dispose des ressources nécessaires, dont notamment :

- deux réserves de 120 m³, une réserve de 240 m³ et deux autres réserves de 480 m³ ;
- deux poteaux incendie publics qui offrent un débit en simultané de 120 m³/h sous 1 bar, soit 240 m³ d'eau pour deux heures (de façon unitaire, chaque poteau doit délivrer *a minima* 60 m³/h sous 1 bar).

Les réserves incendie sont associées à des aires de stationnement aménagées et dédiées aux engins du SDIS. Le nombre de ces aires est suffisant et justifié par l'exploitant. Des contrôles annuels sont réalisés sur les réserves incendie et les poteaux incendie pour s'assurer de leur disponibilité. L'exploitant assure la traçabilité de ces contrôles périodiques.

Chacune des poteaux, réserves et sources d'eau incendie valorisés pour la défense incendie du site doit être situé au plus à 200 m des installations à protéger. »

Article 3 – Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, et ce, quel que soit l'emplacement du site où survient le sinistre, afin que celles-ci soient en totalité canalisées, récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des cours d'eau ou du milieu naturel.

La capacité de confinement disponible sur le site et dédiée aux eaux d'extinction d'incendie, est, *a minima*, de 2688 m³ (application de la règle D9A dans sa version de juin 2020). Ce volume est garanti par l'existence de plusieurs bassins et ouvrages de confinement sur le site. L'exploitant est en mesure de justifier que tout point du site est bien associé à un bassin ou à un ouvrage, suffisamment dimensionné, pour le confinement des eaux d'extinction.

Les bassins existants de 70 m³ et 4000 m³ contigus sont étanchés au moyen d'un dispositif de type géomembrane.

La « mare » centrale du site recueillant les eaux de fosses septiques, et les bassins contigus de 70 et 3500 m³, ne sont pas nécessairement munis de géomembrane. Aussi, pour être considérées étanches, ces capacités possèdent une couche de matériaux meubles (argiles ou matériaux équivalents) telle que, si V est la vitesse de pénétration (en mètre par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètre), le rapport h/V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures, si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit dans une durée inférieure au rapport h/V calculé.

Sous quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une étude pour démontrer le caractère imperméable ou non de la mare « centrale » et des bassins de 70 m³ et de 3500 m³ contigus. Dans le cas où le critère ci-dessus, à la fois pour le fond et les parois des ouvrages, n'est pas respecté, l'exploitant procède à l'étanchéification de ces ouvrages à l'aide d'un revêtement adapté (de type géomembrane, par exemple) et ce, sous six mois à compter de la transmission des résultats des tests de perméabilité demandés supra.

Dans le cas où la couche de matériaux des bassins et/ou de la mare « centrale » est attestée étanche, cette étanchéité ne doit pas être compromise, notamment par les produits pouvant être recueillis lors d'un incendie ou par d'éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

Pour s'assurer de la pérennité du caractère étanche des bassins sus-cités et de la mare « centrale », l'exploitant réalise des contrôles visuels annuels des berges des bassins (les berges de la mare centrale sont maçonnées). L'intégrité des fonds argileux des capacités est contrôlée visuellement lors des mises à sec occasionnelles (lors des curages, par exemple, qui sont réalisés tous les trois ans au plus) des bassins et de la mare. Le résultat des contrôles susmentionnés sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les dispositifs de confinement des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et/ou à partir d'un poste de commande à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par des consignes écrites.

Les commandes des dispositifs d'obturation doivent être signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel, ou en son absence par les sapeurs-pompier. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie/pollution » doit être apposée directement sur la vanne ou l'organe afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention.

Pour ce qui concerne le transit et le confinement des eaux d'extinction dans les réseaux de tuyauteries enterrées du site, l'exploitant s'assure que ces derniers sont constitués de matériaux résistant à la température des eaux d'extinction et aux substances agressives pouvant y être contenues.

Pour garantir de manière pérenne l'étanchéité des tuyauteries enterrées, l'exploitant réalise tous les 10 ans une inspection télévisuelle interne de celles-ci et, le cas échéant, un curage pour assurer un libre écoulement des effluents à confiner. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause leur étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de leur réfection.

Le premier contrôle télévisuel des réseaux enterrés est réalisé sous six mois à compter de la notification du présent arrêté. À l'issue et en cas de défauts d'intégrité observés, l'exploitant y remédie sans délai.

Article 4 - Dispersion des effluents rejetés à l'atmosphère

Les valeurs des débits nominaux de rejets (en Nm³/h) prescrites à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2013 susvisé, pour les trois conduits (n° 1 [Loubert 3], n° 2 [Loubert 2-4-5] et n° 3 [Installations de broyage]) sont abrogées.

La vitesse d'éjection des gaz en sortie de ces conduits est *a minima* de 8 m/s à débit nominal pour garantir une bonne diffusion des rejets gazeux dans l'atmosphère.

Article 5 – Qualité des eaux et des sédiments du ruisseau Le Son

L'exploitant analyse annuellement la qualité des eaux de surface et des sédiments du ruisseau Le Son. Ces analyses sont effectuées, d'une part, en amont hydraulique par rapport à la zone de stockage de déchets – partie Ouest du site –, et, d'autre part, en aval hydraulique de cette zone.

L'exploitant définit avec l'accord de l'inspection le positionnement des points de prélèvements des eaux et des sédiments.

Les analyses portent sur les paramètres As, Cd, Cr, Pb, Hg, Ni, Zn, Cu, Ba, Se, Mo, Sb, sur Al, Fe, Mn et sur les AOX.

L'indice biologique global normalisé (IBGN) est également recherché lors de ces mesures.

Les résultats des mesures sont adressés dès réception à l'inspection des installations classées accompagnés de tout commentaire utile sur l'impact du massif de déchets vis-à-vis du cours d'eau prenant en compte les indicateurs pertinents de qualité du milieu. L'exploitant justifie le choix des indicateurs retenus.

Les objectifs de qualité du cours d'eau, s'ils sont définis, sont également pris en compte pour évaluer l'acceptabilité des résultats obtenus. À défaut, les Normes de qualité environnementales (NQE) opposables (cf. arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement) sont prises en compte.

Des actions correctives sont définies et mises en œuvre par l'exploitant si les résultats mettent en évidence un impact du massif de déchets sur le cours d'eau.

Article 6 – Maîtrise des risques en lien avec l'utilisation d'eau ammoniacale

Trois stockages d'ammoniaque sont présents sur le site. La concentration de l'ammoniaque est inférieure à 25 % en titre. Chaque stockage est dédié à une ligne de production dans des cuves composites aériennes sous rétention.

Les capacités de stockages sont :

- Loubert 4 : 2500 L
- Loubert 2 : 8000 L
- Loubert 3 : 20000 L

L'exploitant met à jour, sous six mois à compter de la notification du présent arrêté, son étude de dangers pour intégrer les scénarios accidentels (toxiques et de surpression) liés à :

- une perte de confinement du stockage et des tuyauteries d'injection dans les unités de production ;
- une perte de confinement du camion lors du dépotage d'ammoniaque ;
- un épandage incidentel ou accidentel lors des opérations de dépotage d'ammoniaque.

Cette étude de dangers doit détailler les barrières de sécurité prises pour limiter la formation d'un nuage toxique de NH₃ gazeux. Par exemple, il peut être mis en place un dispositif d'aspersion pour rabattre un nuage d'ammoniac, au droit du stockage et du dépotage, dispositif à fonctionnement automatique en cas de détection ammoniac.

Cette étude démontre l'acceptabilité du risque en lien avec l'utilisation, le stockage et le dépotage d'ammoniaque sur le site. Les barrières de sécurité destinées à renforcer la maîtrise des risques toxiques et de surpression sont mises en place, au plus tard sous un an à compter de la notification du présent arrêté.

Article 7 – Plan de défense incendie (PDI)

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (origine et prise en compte de l'alerte, appel des secours extérieurs, liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences (formation, qualification, entraînement) du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et tout moyen de première intervention et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau (réserves souples, poteaux...), l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie.

Ce plan prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie fait l'objet d'exercices périodiques (au moins tous les ans) et des comptes rendus d'exercices sont établis et tenus à la disposition de l'inspection.

Le PDI est mis en place sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 8 – Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative auprès du Tribunal Administratif de Poitiers :

- 1) par les demandeurs ou les exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. L'exercice d'un recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).

L'auteur d'un recours administratif ou contentieux est tenu, à peine de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Article 9 – Publicité

Le présent arrêté est :

1. Notifié à l'exploitant ;
2. Affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairie de Terres-de-Haute-Charente ;
3. Mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans le département, conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

ARTICLE 4.3 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement de Confolens, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), la maire de Terres-de-Haute-Charente, ainsi que l'exploitant, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le **05 JAN. 2026**

Le préfet,



Jérôme HARNOIS

